Connaissance et Vie d'Aujourd'hui
Namur

Le 22 octobre 2020

La Wallonie face aux défis du futur

Olivier de WASSEIGE,
Administrateur délégué et Directeur général de l'Union Wallonne des Entreprises

Notre conférencier fait d'abord référence à l'interview parue dans "La Libre Belgique" du 8 octobre ***"La Wallonie n'a plus de joker, c'est sa dernière chance de se réformer"***. En effet, 2024 verra de nouvelles échéances électorales mais aussi l'amoindrissement des transferts financiers entre le nord et le sud du pays. Pour le patron des patrons des entreprises, la Wallonie doit entreprendre rapidement de profondes réformes d'autant plus que la crise sanitaire touche les entreprises et les citoyens et que la crise économique qui en découle risque de s'aggraver d'une crise financière semblable à celle vécue en 2008.

L'Union Wallonne des Entreprises (UWE), organisation d'employeurs privés, regroupe, représente et assure la promotion de toutes les entreprises et fédérations de Wallonie, dont certains secteurs sont encore trop peu connus notamment auprès des jeunes. Elle tient un rôle officiel auprès des partenaires sociaux et des syndicats.

La crise sanitaire a mis en lumière les drames humains mais aussi les **failles structurelles de la Wallonie :** cet état, connu et dénoncé sans relâche, reste stagnant en raison des résistances aux changements et des jeux politiques. Pourtant, soutient avec enthousiasme Monsieur de Wasseige, l'aspiration à une vie en société meilleure n'est pas seulement l'affaire des actionnaires mais comporte aussi un volet social essentiel puisque ce sont les emplois privés qui financent l'aide sociale ! L'impact environnemental est également considérable : depuis 1990, les entreprises ont réduit 1/3 des émissions de CO2 !

La Wallonie dispose de beaucoup d'atouts (trop peu célébrés selon lui par la presse francophone qui, au contraire de la Flandre, ne relève que des aspects négatifs comme les restructurations !).

- Situation géographique idéale au centre de l'Europe et pourvue d'un réseau de communication
- Entreprises de renommée internationale, entrepreneurs extraordinaires et centres de recherches performants bien mis en évidence lors des missions royales auxquelles il a participé
- Collaborateurs bien formés mais fuite de « têtes » à l'étranger !
- Universités de pointe mais, à la différence de la KUL, trop petites vu l'« essaimage wallon » !

... mais elle encourt aussi des risques majeurs :

- Tant qu'elle ne crée pas d'entreprises, la région vit au-dessus de ses moyens car *« on ne peut pas consommer les richesses qu'on ne produit pas ».*
- La dette colossale en Wallonie s'aggravera encore de la diminution des transferts du Nord au Sud (de 60 millions en 2024 à 600 millions en 2034 !).
- Manque d'activités marchandes et d'industries

- Situation politique fédérale peu rassurante : montée des partis extrémistes et désintérêt des jeunes
- Poids trop important du secteur public
- Paradoxe de l'emploi : inadéquation entre l'offre (26.500 emplois vacants) et la demande (200.000 demandeurs d'emploi), manque criant dans les domaines des sciences et de la technologie, filières abandonnées par un tiers des jeunes dans leur parcours ...
- Les enquêtes Pisa (tests européens du niveau des élèves de 15 ans) désignent les jeunes francophones comme les cancres de l'Europe ... c'est un ensemble insuffisamment formé ... et le pacte d'excellence est remis à plus tard en raison des circonstances ...
- Le Forem ne joue pas son rôle : sur 40.000 demandeurs d'emploi, 10.000 sont seulement formés aux métiers en pénurie, peu de sanctions sont prises ...

Propositions des entreprises pour y remédier

- Revoir les objectifs de toute formation pour viser "*une tête bien faite plutôt que bien pleine*" en renforçant les savoirs de base (responsabilité des écoles), les savoirs être (responsabilité partagée avec le milieu familial) et les savoir-faire avec les milieux professionnels.
- Considérer chaque formation comme une filière menant à l'excellence, en ce compris les filières techniques et professionnelles injustement décriées ce qui a mené à une pénurie par ex. dans des secteurs comme la construction (6000 emplois manquants !), la boucherie ou les laboratoires …
- Revaloriser la valeur du travail : supprimer le "*piège à l'emploi*" que représente une indemnisation de chômage plus intéressante. Monsieur de Wasseige y pointe la responsabilité syndicale comme dans le relevé de la pénibilité des métiers qui excède largement la moyenne européenne ou dans le postulat accusateur persistant de vouloir "*formater pour l'entreprise* ".
- Répondre concrètement aux jeunes qui sont en quête de sens dans leur carrière comme dans leur vie : visites d'entreprise (ASBL de bénévoles), associer une entreprise à chaque fonction comme au Collège de Champion par exemple ...

Conclusions des analyses de l'UWE

1. Il faut *revoir* <u>l'organisation de l'enseignement francophone</u> (pourtant l'un des plus coûteux au monde) puisqu'il n'atteint pas les objectifs attendus (un jeune wallon sur 6 et un jeune bruxellois sur 5 n'obtiennent pas d'emploi !) et qu'il construit lui-même un système de chômage (suppression du stage d'attente !) ; la demande de qualification va devenir de plus en plus pointue et le diplôme de fin d'études secondaires, un minimum.
2. Même si cela n'apparaît pas dans les chiffres, <u>la Wallonie change</u> : la culture entrepreneuriale est en plein développement notamment dans le secteur des biotechnologies (quelques leaders mondiaux) et les jeunes se lancent plus facilement dans la création de leur propre entreprise (startup) y voyant une meilleure garantie pour leur emploi.
3. L'état des lieux avant la crise présente la Wallonie comme une <u>région économiquement faible</u> parce que l'industrie, élément structurant, y occupe peu de place, contrairement à la Flandre.
4. Le déficit structurel des <u>finances publiques</u> en Wallonie, (+ de 2 milliards !) génère l'obligation d'emprunter pour couvrir les dépenses courantes ! Contrairement à la Flandre qui a fusionné région et communauté, la Fédération Wallonie-Bruxelles ne dispose pas de recettes propres...
5. <u>Impact économique de la crise du Covid 19</u> : effondrement de l'indice de confiance des entreprises wallonnes (graphique ERGM) - diminution de l'activité de 29 % sur les 6

derniers mois et de 10% en moyenne du chiffre d'affaire pour 2021 - augmentation de l'absentéisme (CM, quarantaine des personnes asymptomatiques non testées, télétravail pas toujours possible...) - moral bas (problèmes de livraison et de liquidités, absences de commandes, interdictions partielles ou totales des activités sociales, manque de personnel...) - risque de faillites estimé à 10% des entreprises (problème de solvabilité des prêts consentis, arrêt du chômage temporaire dans les secteurs les plus touchés fin 2020) - 14.000 emplois perdus jusque fin septembre (le secteur Horeca n'ose plus prendre le risque de réengager du personnel) ....

Préparer l'avenir

L'UWE participe aux travaux du Gouvernement wallon pour répondre aux urgences liées à la crise mais aussi pour déterminer la stratégie régionale de l'après-crise. "*Get up Wallonia*", lancé le 22 avril 2020, est un plan de transition et de redéploiement qui comporte 11 mesures prioritaires pour saisir les opportunités, favoriser le dialogue entre les acteurs de la société et retrouver au moins le niveau de 2014. Consciente que la Wallonie doit se reprendre en mains et procéder à des réformes structurelles profondes pour solidifier son tissu économique déficient, l'UWE a aussi proposé un plan de relance d'envergure *"L'été pour redresser, l'automne pour réformer "* sous forme de 35 mesures prioritaires pour le court terme et un plan de redéploiement pour le moyen terme qui sont autant de leviers à activer pour relancer rapidement l'économie wallonne.

Si les objectifs et leitmotivs sont bien connus ***«*** *Mieux gérer* ***/*** *Renforcer chacune des valeurs* ***/*** *Innover à tous niveaux* ***/*** *Être une région leader en matière de durabilité / Miser sur le capital humain / Accompagner les entrepreneurs et les travailleurs / Faire des acteurs publics des moteurs du changement* ***/*** *Prolonger le chômage temporaire* ***»,*** Monsieur de Wasseige cite quelques obstacles :

- Mettre fin aux "lasagnes" des structures publiques en Wallonie qui les rendent inefficaces : exemple de l'insertion à l'emploi dont s'occupent Forem, Mirena, ALE, Centres d'insertion socioprofessionnelle, etc ... sans aucune traçabilité (opposition syndicale)
- Assurer la fonction régalienne de l'Etat et faire appel au privé pour la sous-traitance : exemple des transports (en Wallonie les TEC ou plutôt, dit-il "*TEG, toujours en grève* ", le plus haut taux de grève d'Europe !). Le mode de fonctionnement utilisé déjà dans les provinces de Brabant et du Luxembourg a prouvé que cela coûte moins cher de faire appel au privé et que c'est plus efficace pour le citoyen !
- Renforcer le tissu industriel notamment dans le secteur des énergies renouvelables, développer les exportations à l'exemple de la Flandre, limiter de coûteuses dépendances avec les pays limitrophes (France, Pays-Bas, Allemagne ...) dans le domaine de l'énergie par ex.

Notre orateur termine un exposé volontariste, largement étayé de tableaux statistiques probants, avec deux maîtres mots pour viser un taux d'activité de 80% : **VIGUEUR et RIGUEUR** et une belle citation :

" Sans entrepreneur, le monde ne serait toujours qu'une idée "

* * * * *

Questions - Réponses

- *Avez-vous pu constater une évolution positive de la mentalité syndicale au cours de la crise sanitaire ?* Globalement oui, après quelques musculations au départ. Il faut comprendre leurs enjeux : les syndicats sont à la veille des élections syndicales et sociales ce qui a pourri le débat et ils redoutent le vote papier, ils se sont sentis piégés. En fait, les problèmes de rapports de force proviennent surtout des permanents syndicaux qui s'enferment dans des messages doctrinaires alors que, dans les entreprises, les délégués sont aussi des acteurs de leur survie. D'autre part, le mouvement syndical est conscient de la baisse d'intérêt qu'il suscite en particulier chez les jeunes : moins d'affiliations car plus de mobilité dans les affectations, choix d'indépendance …

- *Quelles sont les ressources des syndicats ?*
  D'abord les affiliations mais également leur gestion des allocations de chômage et des aides lors des procédures de licenciement. N'ayant pas de personnalité juridique, ils échappent ainsi à toute transparence et tout contrôle … ce qui interpelle à plus d'un titre !

- *Les éoliennes sont-elles rentables ?*
  Elles sont rentables mais non suffisantes pour garantir l'énergie renouvelable puisqu'elles dépendent de la météo ! D'autre part, elles sont trop peu nombreuses car personne ne les souhaite devant chez soi ! La ligne haute tension qui devrait être installée dans le Hainaut pour ramener en Wallonie l'énergie off-shore suscite une opposition virulente alors qu'elle est indispensable pour garantir la sécurité de l'approvisionnement à un moindre coût. On ne doit pas compter sur la solidarité européenne comme on a pu le constater lors de la distribution des masques. Il ne sera pas possible de sortir du nucléaire avant 2025 si on veut s'en tenir aux énergies durables car les centrales au gaz et au charbon sont aussi polluantes !